

Impôts. Après avoir évité la vente, le centre de Sainte-Anne survit dans des conditions précaires Réunis hier, syndicats, comité d'intérêt de quartier et élus de gauche préparent la riposte.

Les usagers deux fois taxés

Les batailles s'enchaînent les unes après les autres. Après la victoire remportée en juin 2013 face à la direction régionale des finances publiques (DRFIP), l'intersyndicale CGT-Solidaires a relancé l'offensive hier matin au centre des impôts de Sainte-Anne. Elle a ainsi réuni des agents concernés mais aussi des riverains, d'autres salariés du 8e arrondissement et des élus du secteur. « On a évité que la direction vende le site, l'année dernière, se félicite Philippe Laget (CGT). Mais aujourd'hui il y a urgence sur les conditions de travail. » Pour plaider en ce sens, le syndicaliste compte sur la commission de revitalisation qui doit se tenir le 24 juin.

Il sera question du futur emménagement de services de la police judiciaire. Ce sera aussi l'occasion « de demander de quel budget disposera l'administration pour cette revitalisation », prévient Denis Chovet (Solidaires). « C'est une première, poursuit Philippe Laget.

En principe l'administration ne négocie jamais. » Si bien que les interventions se succèdent au micro, sur les marches du bâtiment, transformées en estrade pour l'occasion. « Votre combat est exemplaire », lance Patrice Kantarjian, de l'UL-CGT des quartiers sud, venu rappeler les nombreuses batailles actuelles dans le secteur en raison de spéculations immobilières. Même éloge de la part d'Anne Lévy-Mozziconacci, conseillère municipale (PS).

Rumeur et tremblements

Mais le contexte n'a rien de convivial. « Les gens rentrent dans les bâtiments comme dans un moulin. Il y a des fuites. Pas de clim ni de chauffage », soupire Ghislaine, qui « ne regrette absolument pas d'avoir fait la grève l'année dernière ». Pour Marie-France Palloix, conseillère d'arrondissement (PCF), « cette bataille est exemplaire et devrait redonner de l'espoir à beaucoup gens ». Cela dit, l'élue insiste : « C'est le moment où

jamais de s'exprimer. Le risque qui plane, c'est la disparition de pans entiers de la fonction publique ».

Malgré la satisfaction d'avoir obtenu le maintien du site, les agents des impôts s'interrogent en effet. Le déménagement d'une partie de leurs collègues (à savoir le service des impôts aux particuliers et celui destiné aux entreprises) en inquiète certains. D'autant que les locaux de Sainte-Anne semblent laissés à l'abandon. « On laisse pourrir les choses et après on vous dit qu'on n'a pas le choix, qu'il faut vendre », commente Claude Guillhem, président du Comité d'intérêt de quartier (CIQ) de Sainte-Anne. Ils ont envoyé une partie des services à la rue Borde, vers Prado. C'était la panique lors des déclarations de revenus, avec la circulation. Pourquoi ne pas regrouper les services ici ? Il y a la place. Le site s'étend sur quelque 15.000m² de terrain et 15.000m² de bureaux selon les calculs de la CGT. Une aubaine ?

MARJOLAINE DIHL



Hier sur le site de Sainte-Anne près de 60 personnes ont répondu présentes. PHOTO: ROBERT TERZIAN